

# [Regards croisés] Analyses des campagnes européennes

Comment les élections du Parlement européen sont-elles perçues par les États membres de l'UE ? Quels sont les sujets qui dominent la campagne dans les capitales européennes ? Quelles conséquences peut-on attendre des résultats de l'élection ? Et en particulier d'une progression des forces d'extrême droite ? **Doze think tanks européens membres du consortium European Policy Institutes Network (EPIN) ont répondu à ces questions, et dressent ainsi un panorama global des enjeux de l'élection.**

L'Institut Montaigne représentait la France aux côtés de onze autres think tanks européens : l'IAI (Italie), le SWP (Allemagne), l'Egmont Institute (Belgique), l'IIR et le Europeum (République Tchèque), le PISM (Pologne), le Political Capital (Hongrie), l'ICDS (Estonie), le FIIA (Finlande), l'IIEA (Irlande), ainsi que le CEPS, pilote du projet (représentant l'UE).

## Immigration, sécurité : des enjeux au cœur de la campagne dans l'ensemble des États membres

Si les sujets de préoccupation au cœur des campagnes nationales varient d'un État membre à l'autre, **les enjeux migratoires et sécuritaires continuent de prévaloir sur fond de guerre en Ukraine**, notamment dans les pays proches de la Russie, comme **la Finlande et l'Estonie**. Viennent ensuite le **pouvoir d'achat et le logement**. L'environnement reste une préoccupation centrale, mais désormais indissociable de la crise que traversent les agriculteurs.

## Un nombre croissant d'Européens aux urnes en 2024 ?

Au niveau européen, la participation lors du suffrage pourrait progresser par rapport à 2019, année qui enregistrait déjà un taux de participation record. **71 % des Européens indiquent qu'ils iront très probablement voter**, d'après les [dernières données](#) de l'Eurobaromètre. Par contraste, **seuls 45 % des Français** déclarent avoir l'intention de se rendre aux urnes dans les enquêtes d'avril.

## Une campagne tardive, plus souvent nationale qu'européenne

Coup d'envoi tardif pour les différentes campagnes nationales : les programmes et manifestes politiques européens n'ont été présentés qu'à partir de la mi-avril, voire au début du mois de mai. Aucun des 11 États membres du consortium ne fait exception sur ce point.

Dans certains pays comme **l'Espagne**, la campagne officielle n'a été lancée que trois semaines avant les élections. Bien que les campagnes portent largement sur des sujets européens - migration, gestion des frontières, transition verte - la dimension paneuropéenne des élections reste quasiment absente des campagnes nationales. À l'exception de **l'Allemagne**, la question des candidats têtes de liste (*Spitzenkandidaten*), et celle du président de la Commission européenne à désigner au terme des élections, n'ont pas été abordées.

## Conséquences des résultats, aux niveaux européens et domestiques

**Pour la première fois depuis l'élection des députés européens au suffrage universel direct, les formations eurosceptiques pourraient dépasser le seuil de 20 % du total des voix.**

Seule **l'Irlande** fait figure d'exception, n'ayant jamais eu de parti d'extrême droite dans son paysage politique et conservant un taux d'adhésion à l'UE particulièrement élevé (85 %). À l'exception de la **France**, où le scrutin pourrait avoir valeur de plébiscite sur le quinquennat en cours, le scrutin servira avant tout de « prise de température » avant les prochaines élections nationales.

► [Consulter l'ensemble des regards croisés \(en anglais\)](#)